

Etats-Unis

Benyamin Netanyahou met en garde contre un «mauvais deal avec l'Iran»

Le premier ministre israélien a critiqué hier à Washington les négociations de Genève sur le programme nucléaire iranien

Jean-Cosme Delaloye
New York

Benyamin Netanyahou a effectué hier au Congrès un exercice d'équilibrisme à l'occasion de son discours devant les parlementaires américains. Après avoir loué et remercié Barack Obama pour son soutien envers Israël, le premier ministre israélien a martelé son opposition aux négociations sur le nucléaire iranien, estimant qu'elles déboucheraient sur un «mauvais deal». «Nous devons tous nous unir pour stopper la marche de l'Iran vers la conquête, l'assujettissement et la terreur», a-t-il affirmé avant d'ajouter: «Ne vous méprenez pas, la bataille contre l'Etat islamique ne fait pas de l'Iran un ami de l'Amérique. L'Iran et l'Etat islamique sont des rivaux pour la couronne de l'islam militant.»

Cette allocution controversée a offert un drôle de spectacle à la Chambre des représentants. D'un côté, des élus républicains visiblement ravis de pouvoir applaudir les critiques visant l'administration Obama et les sous-entendus du premier ministre israélien sur la naïveté supposée de Barack Obama vis-à-vis de Téhéran. De l'autre, des parlementaires démocrates soucieux de montrer leur soutien envers Israël tout en se distançant des propos de Benyamin Netanyahou sur les négociations que menait le même jour à Montreux, John Kerry, le chef de la diplomatie américaine, et Javad Zarif, le ministre iranien des Affaires étrangères, pour tenter de parvenir à un accord sur le nucléaire iranien d'ici au 24 mars.

Une cinquantaine d'élus démocrates ont boycotté le discours mardi sous prétexte que Benyamin Netanyahou était en campagne



Benyamin Netanyahou s'est exprimé devant le Congrès au Capitole à Washington. Derrière lui, le président de la Chambre des représentants des Etats-Unis, John Boehner (à g.), et le président pro tempore du Sénat, Orrin Hatch. AFP

«Ne vous méprenez pas, la bataille contre l'Etat islamique ne fait pas de l'Iran un ami de l'Amérique. L'Iran et l'Etat islamique sont des rivaux pour la couronne de l'islam militant»

Benyamin Netanyahou
Premier ministre israélien

électorale en Israël pour tenter de décrocher un nouveau mandat dans deux semaines. Et les critiques ont fusé à l'issue de l'allocution. «J'étais au bord des larmes pendant le discours du premier ministre, attristée par l'insulte faite à l'intelligence des Etats-Unis en tant que membre du Groupe 5+1 (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Grande-Bretagne et l'Allemagne) qui mène les négociations avec l'Iran, attristée par la condescendance vis-à-vis de notre connaissance de la menace que pose l'Iran», a réagi Nancy Pelosi, la cheffe de file de la minorité démocrate à la Chambre des représentants.

Un peu plus tôt dans la journée, Federica Mogherini, la cheffe

de la diplomatie européenne, avait affirmé que les négociations sur le nucléaire iranien progressaient. «Nous nous rapprochons d'un accord», avait-elle déclaré en marge de la session du Conseil des droits de l'homme à Genève. «Cette perspective inquiète le premier ministre israélien, qui a lancé au Congrès que ce deal n'empêchera pas l'Iran de développer des armes nucléaires. Cela garantirait quasiment que l'Iran obtiendrait ces armes, beaucoup d'entre elles.»

Barack Obama a rapidement réagi à ces propos. Le président américain a affirmé qu'il n'avait pas regardé le discours car il participait au même moment à une conférence vidéo sur la situation

en Ukraine avec notamment François Hollande, le président français, Angela Merkel, la première ministre allemande, et David Cameron, le premier ministre britannique. Il a néanmoins affirmé avoir lu le texte de l'allocution et a assuré qu'un potentiel accord avec Téhéran est le meilleur moyen d'empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires. Barack Obama a aussi souligné que Benyamin Netanyahou n'avait pas offert «d'alternatives viables» aux négociations avec l'Iran.

Consultez notre dossier sur l'Iran
www.iran.tdg.ch

«Bibi est arrogant et ignorant»

«C'est fou ça! Depuis mon arrivée à Genève, on ne me parle que de Bibi Netanyahou! A croire qu'il est allé à Washington s'adresser au Congrès américain juste pour me faire de l'ombre ici au Festival international du film sur les droits de l'homme!» L'ironie n'est jamais loin avec le très décapant Avraham Burg. L'ancien président travailliste du parlement israélien, qui fut jadis à la tête de l'Agence juive et de l'Organisation sioniste mondiale, n'a pas peur de déplaire. Le 17 mars, sa voix ira à la «Liste unie» des Arabes israéliens.

«Depuis des années, Bibi dit que l'Iran aura la bombe atomique en quelques semaines!» lance-t-il. «En déclarant une guerre tactique contre Barack Obama, il fait preuve d'arrogance, d'ignorance et de stupidité. Il croit connaître l'Amérique mieux que les Américains. Mais il les voit à



Avraham Burg, ancien président travailliste du Parlement israélien. STEEVE IUNCKER-GOMEZ

travers le prisme étroit de la droite néo-conservatrice, du Tea Party et des évangéliques sionistes. Que sait-il de la plupart des juifs, qui sont libéraux et votent démocrate? Que sait-il des minorités qui montent (Hispaniques, Afro-Américains, etc.) peu concernées par Israël? C'est idiot de froisser l'allié dont nous sommes si dépendants pour notre sécurité!»

Catastrophé, Avraham Burg se demande si Netanyahou «souffre d'Asperger» (ndlr: forme d'autisme). Le premier ministre «créé de l'animosité contre Israël partout dans le monde. Ne voit-il pas qu'en Occident émerge une nouvelle génération, moins marquée par l'histoire et davantage préoccupée par les droits de l'homme? Il fait d'Israël un Etat paria!»

L'Etat palestinien? «Bibi prétend y être favorable sur le principe. Mais c'est un imposteur. A ses yeux, c'est une menace. Lui veut conserver son pouvoir et le contrôle sur le territoire du Grand Israël. Il y voit la moins mauvaise des solutions. Il ne va rien changer.»

Qu'est-ce qui fait le succès de Netanyahou? «C'est le champion de la peur... qui pousse à voter conservateur. Les spectres qu'il agite sont les plus effrayants. Quand les travaillistes disent «démographie arabe», Bibi dit «bombe iranienne». Quand ils disent «recul de la démocratie», lui répond «Holocauste». Il utilise un langage traumatique qui nous touche tous personnellement.»

Andrés Allemand

«Un échec des négociations serait catastrophique pour la région»

● Il a été le dernier ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis. C'était avant la révolution khomeiniste de 1979. C'était au nom du shah dont il a recueilli le dernier soupir, le 27 juillet 1980 au Caire. Depuis, menacé par une fatwa de l'ayatollah Khomeiny toujours en vigueur, Ardeshir Zahedi - qui fut aussi ministre des Affaires étrangères de 1966 à 1973 - vit à Veytaux, à deux pas du château de Chillon. Autant dire que ce vieux monsieur de 86 ans, très au fait de l'actualité, suit avec une grande attention les négociations sur le programme nucléaire de Téhéran qui réunissent, à quelques centaines de mètres de chez lui dans un hôtel de Montreux, le secrétaire d'Etat américain John Kerry et son homologue iranien Javad Zarif. Entretien.

Au vu des déclarations tonitruantes de Benyamin Netanyahou au Congrès américain et des propos de



Ardeshir Zahedi, dernier ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis. Sur la cheminée, derrière lui, une photo du shah. CHANTAL DERVEY

Barack Obama, qui a lié un accord avec Téhéran au gel de son programme nucléaire pendant dix ans, une issue positive des négociations est-elle encore possible?

Je l'espère vivement, car un échec des négociations serait une catastrophe pour toute la région. Les tensions augmenteraient inévitablement,

notamment en Iran, où les conservateurs pourraient regagner du terrain, alors que la parenthèse Ahmadinejad est heureusement fermée. Quant au premier ministre israélien (ndlr: qui dispose de l'arme nucléaire), c'est lui qui ne cesse de menacer l'Iran. Maintenant, il défie le président américain. C'est lui le danger

pour la région. Voyez ce qu'il a fait à Gaza.

Historiquement, à quand remonte la revendication iranienne pour un programme nucléaire civil?

J'ai signé en 1968, en tant que ministre des Affaires étrangères, l'adhésion de l'Iran au traité de non-prolifération nucléaire. Dans les années 1970, les Etats-Unis avaient approuvé le démarrage du programme nucléaire civil iranien. Mais, quand Khomeiny est arrivé au pouvoir en 1979, il a décrété que le nucléaire, civil comme militaire, était contraire à l'islam. Ce n'est qu'après la guerre contre l'Irak que la question a été relancée. Aujourd'hui, l'Iran revendique le droit au nucléaire civil, sous l'égide du traité de non-prolifération. C'est un droit inaliénable.

Peut-on dire que derrière les négociations sur le nucléaire se cache un autre enjeu, celui

d'une nouvelle alliance entre Washington et Téhéran, contre le terrorisme notamment?

Certainement. Les horreurs commises par Daech en Irak et en Syrie montrent que le terrorisme djihadiste menace tout le Moyen-Orient, et même au-delà. Dans ce sens, redonner à l'Iran sa place dans le concert régional devient une priorité pour les Etats-Unis. D'ailleurs, c'est déjà l'Iran (ndlr: chiite) qui est en première ligne contre Daech (ndlr: sunnite), en Irak et en Syrie. Sans l'aide militaire de Téhéran, l'Irak se serait effondré depuis longtemps.

Cette nouvelle alliance se fera-t-elle au détriment de la vieille amitié américano-saoudienne?

Sans doute. Car pour bien saisir l'enjeu, il faut se poser la question du financement du djihadisme par les Saoudiens et de l'influence du wahhabisme sur les mouvements radicaux. Bernard Bridel